

Référendum en Turquie

David Bensoussan

L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec

Vox populi vox dei. Cet adage montre la confiance que l'on fait à la sagesse populaire afin de prendre une décision majoritaire. La Turquie sort d'un référendum visant à augmenter les pouvoirs du président. Lorsque l'on sait que 120 000 fonctionnaires turcs dont 30 000 enseignants ont été limogés, que la presse nationale et l'appareil judiciaire sont muselés, que des parlementaires kurdes ont été incarcérés et que la Turquie a été classée au 75^e rang en ce qui touche à la perception de corruption (comparé à la 66^e place en 2015) par *Transparency International's Corruption Perceptions Index*, il y a lieu de se demander quel pouvoir supplémentaire qu'il ne s'est pas déjà octroyé a été nécessaire au président Erdogan et quel besoin a-t-il eu de chercher à le légitimer. La victoire à l'arraché au référendum du 16 avril polarise plus que jamais la société turque.

En 1999, Erdogan qualifiait la démocratie « d'autobus dont on descend une fois arrivé à destination. » Arrivé au pouvoir, il a commencé par vanter le modèle turc de [démocratie islamique](#), jetant de la poudre aux yeux à l'Occident et même aux mouvements populaires qui ont accompagné le printemps arabe. Il a clamé à qui voulait l'entendre que son parti islamiste AKP est tout aussi libéral que les partis chrétien-démocrates en Europe. Ses manœuvres politiques d'une habileté rare lui ont permis d'écarter l'armée du pouvoir et d'islamiser graduellement, mais systématiquement les institutions turques. La [démocratie turque](#) est devenue une autocratie et la Turquie n'arrête pas de régresser sur de nombreux plans.

Tout comme certains islamistes cachent leur jeu et rallient leurs ouailles en décriant l'islamophobie, Erdogan s'est créé une série d'ennemis de service en recourant à des [théories conspirationnistes](#), en blâmant des forces obscures, l'Occident, Israël, la Russie, les Kurdes, la mouvance güleniste (soupçonnée d'avoir dévoilé la corruption de ses proches), l'Iran puis les pays d'Europe qui refusent de le voir faire campagne sur leur sol et qu'il qualifie de nazis. Le putsch raté de juillet 2016 a été le prétexte rêvé pour démanteler les institutions, les remplacer par ses partisans et intimider les critiques par des accusations d'espionnage ou de terrorisme. Avant même le putsch, le nombre de prisonniers en Turquie est passé de 50,000 en 2010 à près de 160,000 en 2014. De nombreux organes médiatiques d'opposition et ceux des minorités kurde et alévi ont été bâillonnés. Les ingrédients essentiels d'une démocratie, soit l'indépendance de la justice et la liberté de presse ont été subvertis. Malgré ces limitations, il y a encore

moyen d'exprimer une opposition en Turquie: ainsi et face au tollé général, le gouvernement a dû reculer lorsqu'il a voulu légaliser l'amnistie d'une personne accusée de viol si elle épouse sa victime.

Suite à l'islamisation des institutions d'enseignement et l'encouragement du modèle institutionnel Imam-Hatib (le nombre d'élèves inscrits est passé de 60,000 en 2002 à 1,2 million en 2016), la qualité de l'enseignement a considérablement baissé, chutant de la 42^e place à la 52^e place dans le classement du Programme international pour le suivi des acquis des élèves PISA (*Program for International Student Assessment*). De plus, la moyenne de scolarisation est très en dessous de celle des pays de l'OCDE : 28% des adolescents âgés de 15 à 19 ans ne sont pas scolarisés. 15% des filles mineures sont mariées. Au niveau économique, la croissance annuelle miraculeuse de 6 à 9% entre 2000 et 2015 a décliné à moins de 2%. Durant les trois dernières années, les avoirs de réserve de devises ont diminué de 10% et les réserves d'or ont chuté de 27%. En 5 ans, la livre turque a dévalué de plus de 100% par rapport au dollar américain. Les capitaux fuient la Turquie. Le tourisme qui fait vivre près de 2 millions de travailleurs accuse une décroissance de plus de 20% et de nombreux sites de villégiature ont fermé leur porte. L'autoritarisme du président Erdogan décourage les investisseurs étrangers et les agences de notation financière révisent à la baisse la note de solvabilité de la Turquie.

Sur la scène internationale, [Erdogan a changé ses alliances](#) dans un manège sans fin. Il est de moins en moins pris au sérieux et la marge de manœuvre turque devient de plus en plus limitée. Berlin, Vienne, Copenhague et Amsterdam ont émis des réserves en regard des campagnes politiques organisées par la Turquie dans leur pays. Pour ces capitales européennes, l'heure des débats démocratiques équilibrés a fait place à des débats partisans et acrimonieux qui risquent de faire oublier aux résidents turcs d'Europe qu'ils constituent une minorité dans une société laïque. Erdogan a émis une opinion qui résonne comme une menace à peine voilée en déclarant quelques heures avant l'attentat perpétré à Londres : « Si l'Europe continue ainsi (à maltraiter la Turquie), aucun Européen dans n'importe quel partie du monde ne pourra marcher en sûreté dans les rues. » Il a renchéri en ajoutant : « Le référendum du 16 avril est très important. Si c'est nécessaire, pour la patrie et pour l'avenir, nous avons assez de sang à faire couler. » De telles déclarations contribuent à [isoler la Turquie](#) des démocraties européennes.

De la même façon, Erdogan a l'ambition de restaurer la gloire de l'Empire ottoman et se comporte avec l'autorité et la pugnacité d'un calife belliqueux. Il oublie que l'Europe a de très grandes difficultés d'intégration de ses populations immigrées et qu'elle a des raisons de redouter l'encouragement à la délation et l'embrigadement islamique des 5,5 millions de résidents turcs qui y résident.

Pour satisfaire sa soif dictatoriale, Erdogan s'est basé sur la population rurale conservatrice. Pour augmenter son bassin de votants, il a déclenché des discours et des actes antikurdes qui plaisent au parti d'opposition nationaliste du MHP. Pour défaire le vote libéral et pro occidental, il a cherché à démolir la sympathie à l'endroit de l'Europe en traitant certains de ses leaders de fascistes et de nazis. Par ailleurs, près de 500 000 Kurdes de l'Est de la Turquie ont dû fuir leur résidence et n'ont pu voter faute d'adresse. Quant aux indécis qui ne se sont pas prononcés, ils ont vécu avec la crainte de faire l'objet de représailles au même titre que les critiques du régime. Alors que le parlement turc votait sur la proposition référendaire, les membres du parti AKP au pouvoir ont été forcés de faire montre de leur vote bien que la constitution exige un vote secret.

La victoire à l'arraché au référendum du 16 avril polarise plus que jamais la société turque : les deux partis qui se sont prononcés en faveur du référendum auraient normalement dû récolter plus de 60% des voix. Ils n'en ont obtenus que 51,3%. La majorité des grandes villes et des régions peuplées de Kurdes ont voté contre l'augmentation des pouvoirs d'Erdogan. Des irrégularités dans le comptage du vote (acceptation tardive d'enveloppes non étampées) ont donné lieu à des manifestations; le parti républicain CHP qui est le parti d'opposition le plus important a demandé à la Cour suprême d'annuler le vote; son porte-parole Selin Sayek Böke a déclaré ne pas reconnaître la validité du résultat et a menacé de se retirer du parlement.

Rien ne laisse penser que le déclin de la Turquie cessera car sous Erdogan, la Turquie a régressé sur toute la ligne : ses institutions s'écroulent, ses universités sont dysfonctionnelles, ses médias sont quasiment muselés, l'économie est en recul, les rapports avec l'Europe se dégradent et le [problème interne avec les Kurdes](#) refait surface. Le président Erdogan orchestre cette décadence et la Turquie en paie le prix.

Au XIX^e siècle, la Turquie était considérée comme « l'homme malade de l'Europe. » Aujourd'hui, la Turquie est devenue « l'homme malade de la démocratie. » Plus que jamais, la Turquie correspond au portrait qu'en avait fait le penseur Celal Nuri Ileri il y a de cela plusieurs décennies : la Turquie est un vaisseau au pavillon frappé à l'effigie d'un croissant et d'une étoile (le drapeau turc) qui navigue vers l'Est alors que son équipage pense qu'il se dirige vers l'Ouest.